SAINT-ANDRÉ-DE-SANGONIS

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2023

PARTIE 1 : CONTEXTE GÉNÉRAL

PARTIE 2 : ANALYSE SOCIO-DÉMOGRAPHIQUE DE LA COMMUNE DE SAINT ANDRÉ DE SANGONIS

PARTIE 3 : SITUATION FINANCIÈRE ET PROSPECTIVE DE LA COMMUNE DE SAINT ANDRÉ DE SANGONIS

GÉNÉRAL

SAINT-ANDRÉ-DE-SANGONIS

- **INDICATEURS ET DISPOSITIFS D'AIDE**
- **PROJET DE LOI DES FINANCES**
- **SITUATION FINANCIÈRE DE LA COMMUNAUTÉ DES COMMUNES DE LA VALLÉE DE L' HÉRAULT**

Indicateurs

La crise énergétique et l'inflation, en partie liées à la guerre en Ukraine, marquent la loi de finances initiale (LFI) pour 2023. Le gouvernement table sur une prévision de croissance de 1% et sur une inflation de 4,2% en 2023. Le principal aléa de ce scénario est l'évolution de la guerre en Ukraine et ses conséquences sur l'activité des prix de gros de l'énergie.

Les principaux organismes d'études économiques (OCDE par exemple) tablent, eux, sur une limitation minime de l'inflation en 2023 (5,7%) avant une sensible baisse en 2024 (2,7%)

Pays	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Allemagne	0.8	0.7	0.4	1.7	1.9	1.4	0.4	3.2	8.5	8.0	3.3
France	0.6	0.1	0.3	1.2	2.1	1.3	0.5	2.1	5.9	5.7	2.7
OCDE - Total	1.7	0.8	1.1	2.3	2.6	2.0	1.3	3.8	9.4	6.6	5.1
Royaume-Uni	1.5	0.1	0.6	2.7	2.5	1.8	0.9	2.6	8.9	6.6	3.3
Zone euro (17 pays)	0.4	0.2	0.2	1.5	1.8	1.2	0.3	2.6	8.3	6.8	3.4

Même si la France s'en tire mieux que certains autres pays, la croissance s'en trouverait donc fortement affectée en 2023 selon la Banque de France

(croissance annuelle en %)	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
PIB réel	1,9	- 7,9	6,8	2,6	0,3	1,2	1,8
IPCH	1,3	0,5	2,1	6,0	6,0	2,5	2,1
IPCH hors énergie et alimentation	0,6	0,6	1,3	3,5	4,0	2,8	2,2

Enfin, en 2022 comme en 2023, le déficit public devrait se stabiliser à environ 5% du PIB.

Le déficit de l'État atteindrait 165 milliards d'euros en 2023 (+7 milliards par rapport au texte initial), le poids de la dette publique passant de 111,6% du PIB en 2022 à 111,2% en 2023.

Les dispositifs d'aide face au choc énergétique

Le budget 2023 poursuit ou instaure plusieurs dispositifs afin d'aider les ménages, les entreprises et les collectivités locales à régler leurs dépenses énergétiques.

Pour protéger les collectivités locales, le filet de sécurité de 2022 est reconduit et élargi. Il représente un coût de deux milliards d'euros et devrait concerner entre 21 000 à 28 000 collectivités dont la situation financière s'est dégradée du fait de la hausse des prix énergétiques.

L'effort de rénovation énergétique des logements privés est poursuivi. Le dispositif MaPrimeRénov' Sérénité est renforcé et le dispositif MaPrimeRénov' est davantage orienté vers les opérations de rénovation plus performantes, offrant plus de visibilité à cette politique publique.

Le verdissement du parc automobile est soutenu, notamment pour lancer **mi-2023 le nouveau dispositif de *leasing* social** (location de voiture électrique à 100 euros par mois pour les foyers modestes). Un fond de 250 millions d'euros finance le plan vélo, annoncé en septembre 2022. Sur amendement des sénateurs, le **crédit d'impôt en faveur des bornes de recharge électrique privées** est prolongé jusqu'à fin 2025. Des recettes supplémentaires ont par ailleurs été votées pour les lignes à grande vitesse (LGV), à l'initiative du Sénat.

La stratégie nationale pour la biodiversité 2030 est également financée. Afin de soutenir la décarbonation, les garanties à l'export pour les nouveaux projets d'exploitation d'énergies fossiles cessent début 2023

Dans le cadre du second "plan covoiturage" de l'État, 50 millions d'euros du fonds vert sont versés en 2023 aux collectivités pour la construction d'infrastructures de covoiturage (voies réservées, aires…) et 50 autres millions cofinancent à hauteur de 50% les incitations financières accordées aux covoitureurs par les collectivités organisatrices de mobilité.

Une **aide exceptionnelle de 300 millions d'euros** a été ajoutée par le gouvernement **en faveur des collectivités qui organisent des transports publics**, dont 200 millions pour Île-de-France Mobilités (afin d'éviter une hausse de 20%, voire 33% du Passe Navigo).

Pour favoriser les locations à l'année dans les zones touristiques en faveur des locaux et des travailleurs, **la loi de finances étend le nombre de communes autorisées à majorer la taxe d'habitation sur les résidences secondaires** et celle sur les logements vacants.
Le périmètre des "zones tendues" va concerner près de 4 000 nouvelles communes.

PROJET DE LOI DE FINANCE : Principales dispositions

D'une manière générale, les orientations en matière de finances locales inscrites dans le projet de loi de finances pour 2023 et dans le projet de loi de programmation des finances publiques 2023-2027 ont suscité "déception" et "inquiétude" chez les élus locaux membres du comité des finances locales (CFL). En cause, notamment : la confirmation de la suppression de la CVAE, l'absence d'indexation de la dotation globale de fonctionnement sur l'inflation et l'encadrement à venir des dépenses de fonctionnement des collectivités.

- **Article 5** : Compensation de la suppression de la CVAE : S'agissant de la compensation de la perte de recettes aux collectivités induite par cette réforme, le PLF pour 2023 prévoit d'affecter, à compter du 1er janvier 2023, une fraction de taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Cette fraction de TVA sera divisée en deux parts (une part fixe correspondant à la moyenne des recettes de CVAE de 2020 à 2022 et une part variable, si elle est positive, correspondant à une fraction de TVA).
- **Article 12 à 14** : Concours financiers de l'État aux collectivités territoriales progressent de + 1,1 Md€. A noter le versement de la dotation exceptionnelle de soutien pour les communes et leurs groupements face à la croissance des prix de l'énergie et de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique instituée par loi n° 2022-1157 du 16 août 2022 de finances rectificative pour 2022 (+430 M€) sous critères.
- **Article 27** : Augmentation de la dotation de soutien aux communes pour la protection de la biodiversité et pour la valorisation des aménités rurales : Le maintien d'un soutien particulièrement élevé à l'investissement local dans une logique de transition écologique. Le soutien de l'État à l'investissement local s'inscrit par ailleurs dans une logique de transition écologique avec :
- - la création d'un fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires dotés de 1,5 Md€ en AE et permettant de soutenir les projets des collectivités favorisant la performance environnementale, l'adaptation des territoires au changement climatique et l'amélioration du cadre de vie,
- la cotation de la DSIL au sein du budget vert pour 25 % de son montant.
- **Article 45** : Fixation pour 2022 de la dotation globale de fonctionnement et des variables d'ajustement : Cet article comprend plusieurs évolutions des modalités de répartition de la dotation globale de fonctionnement (DGF) des communes, des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre et des départements, ainsi que des ajustements relatifs aux dispositifs de péréquation horizontale.
- La progression des dotations de péréquation est poursuivie. Ainsi, la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU) et la dotation de solidarité rurale (DSR) sont chacune augmentées de 90 11 M€, et la dotation d'intercommunalité de 30 M€. La DSU et la DSR ont déjà connu une augmentation de 297 M€ en 2016, de 360 M€ en 2017, de 200 M€ en 2018, de 90 M€ en 2019, 2020 et 2021, et enfin de 95 M€ en 2022.
- La dotation d'intercommunalité a pour sa part déjà progressé de 26 M€ en 2018, de 66 M€ en 2019, et de 30 M€ en 2021 et 2022

Le budget de la CCVH

VALLÉE DE L'HÉRAULT
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

- Le budget consolidé 2023 de la communauté de communes s'élève à 65 millions d'euros. Derrière ce chiffre, des projets, des services et la volonté de développer harmonieusement la vallée de l'Hérault avec un programme d'investissement dynamique, solide et équilibré. Il a été voté par le conseil communautaire le 12 décembre 2022.

- **Les données clefs du budget 2023**

- Un budget global hors zones d'activités de **65 millions d'euros**

- Le budget principal 2023 : **37,8 millions d'euros**, dont 27,3 millions d'euros en fonctionnement et 10,5 millions d'euros d'investissement

Développement économique
Aménagement et extension des parcs d'activités économiques 3 790 358 € :
Trois Fontaines (Le Pouget), La Tour (Montarnaud), Ecoparc La Garrigue (Saint-André-de-Sangonis)
Aides aux entreprises 247 000 €
Aides aux commerces : 93 000 €
Aides à l'agriculture 25 000 €
Plan d'aides à la rénovation des devantures et enseignes de commerces 25 000 €
Organisation du concours des vins 95 000 €
Subventions aux événements économiques et viticoles 40 000 €

Tourisme
Financement de l'office de tourisme intercommunal 820 000 € (dont 120 000 de recettes de taxe de séjour)
Fonctionnement activités de pleine nature (APN) 61 519 €
Subventions aux événements APN 61 000 €

- **Environnement**
- Nouveaux aménagements paysagers du site du pont
- du Diable 1 009 000 €
- Gestion du Grand Site de France 504 248 €
- Natura 2000 animation des sites 76 000 €
- Atlas de la biodiversité 65 000 €
- Subventions associations environnementales 19 000 €
-
- **Aménagement – patrimoine**
- Investissements sur le patrimoine intercommunal 253 980 €
- Entretien du patrimoine intercommunal 928 610 €

- **Jeunesse & Sport**
- Fonctionnement (dont label Terre de jeux) 242 694 €
- Investissement 868 000 €
- dont halle de sports lycée 600 000 €
  dont terrain de tambourin 268 000 €

- **Urbanisme-habitat**
- PIG Rénovissime 120 000 €
- Opération façades 75 000 €
- Fonds de concours logements sociaux et communaux 514 000 €
- Fonds de concours bourgs centres et Petites villes de demain 250 000 €
- Fonds de concours aux communes 90 000 €
- Aménagement aire accueil gens du voyage
  100 000 €
- Études urbaines des communes 49 000 €
- Instruction des autorisations d'urbanisme
  359 000 €
- SCOT (contribution au SYDEL) 20 000 €

- **Patrimoine**
- Préparation des travaux du cloître et de la chapelle de l'abbaye d'Aniane
  722 468 €
- Plan de restauration du patrimoine vernaculaire communal 85 000 €

- **Santé**
- Finalisation des aménagements extérieurs du pôle santé 350 000 €

- **Déchets ménagers**
- Fonctionnement du service de gestion des déchets 6 624 000 €
- Investissement gestion des déchets 600 000 €
- Participation au Syndicat centre Hérault 4 000 000 €

- **Eau et assainissement**
- Fonctionnement eau potable 3 482 616 €
- Fonctionnement assainissement 2 486 296 €
- Travaux eau potable 4 811 450 €
  dont recherche en eau, travaux sur ouvrages (dont château d'eau St André, captage du Pouget, interconnexion Drac-Carons), renouvellement réseaux
- Travaux assainissement 5 490 884 €
  dont stations d'Aniane, renouvellement réseaux
- Travaux Gemapi 822 216 €
- Fonctionnement Gemapi 270 124 €
- Spanc 76 000 €

Petite enfance – jeunesse

Fonctionnement crèches et RPE 3 079 254 €

Coordination et autres actions petite enfance 374 406 €

Mobilité

1ère tranche de travaux du pôle d'échanges multimodal 1 464 000 € sur une opération totale de 2 557 000 € (hors maison du tourisme et des mobilités)

Travaux de la passerelle piétonne et cyclable sur l'A750 : 1 412 172 € sur une opération totale de 2 700 000 €

Actions diverses mobilités 167 972 €

Systèmes d'information

Tiers-lieu numérique L'Alternateur

Fonctionnement 202 352 €

Investissement 95 410 €

Équipements informatiques des services 430 190 €

Evolution des taux de la fiscalité directe votés par la CCVH

	2018	2019	2020	2021	2022
Taux TH	12,99 %	12,99 %	12,99 %	12,99 %	12,99 %
Taux FB	3,19 %	3,19 %	3,19 %	5,19 %	5,19 %
Taux FNB	16,76 %	16,76 %	16,76 %	16,76 %	16,76 %
Taux TEOM	17,03 %	17,03 %	17,03 %	17,61 %	17,61 %
Taux CFE	38,71 %	38,71 %	38,71 %	38,71 %	38,71 %

Pour 2023, la CCVH devrait proposer une augmentation contrôlée des taux de TH, TF et TEOM (< 1%)

SAINT-ANDRÉ
DE SANGONIS

PARTIE 2:

ANALYSE SOCIO-DÉMOGRAPHIQUE ET PROFESSIONNELLE DE LA COMMUNE DE SAINT ANDRÉ DE SANGONIS

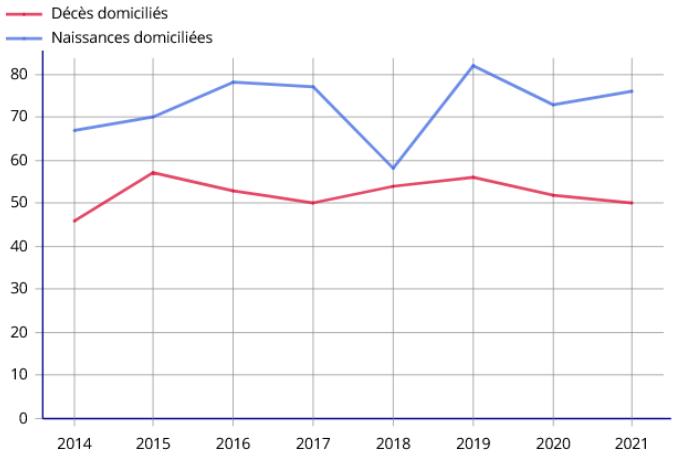
Source INSEE paru le 23/01/2023

LA COMMUNE DE SAINT ANDRÉ DE SANGONIS ET SA POPULATION

ÉVOLUTION ET DENSITÉ

	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2008	2013	2019
Population	2 594	2 574	2 675	3 472	3 782	5 030	5 618	6 198
Densité moyenne (hab/km²)	132,3	131,3	136,5	177,1	193,0	256,6	286,6	316,2

NAISSANCE ET DÉCÈS



POPULATION ACTUELLE

	2009	2014	2020
Population municipale	5 175	5 648	6 334
Population comptée à part	83	82	107
Population totale	**5 258**	**5 730**	**6 441**

COMPOSITION PAR SEXE ET TRANCHE D'ÂGE

	Hommes	%	Femmes	%
Ensemble	**2 934**	**100,0**	**3 264**	**100,0**
0 à 14 ans	652	22,2	657	20,1
15 à 29 ans	437	14,9	480	14,7
30 à 44 ans	608	20,7	653	20,0
45 à 59 ans	569	19,4	628	19,3
60 à 74 ans	463	15,8	518	15,9
75 à 89 ans	180	6,1	265	8,1
90 ans ou plus	26	0,9	62	1,9

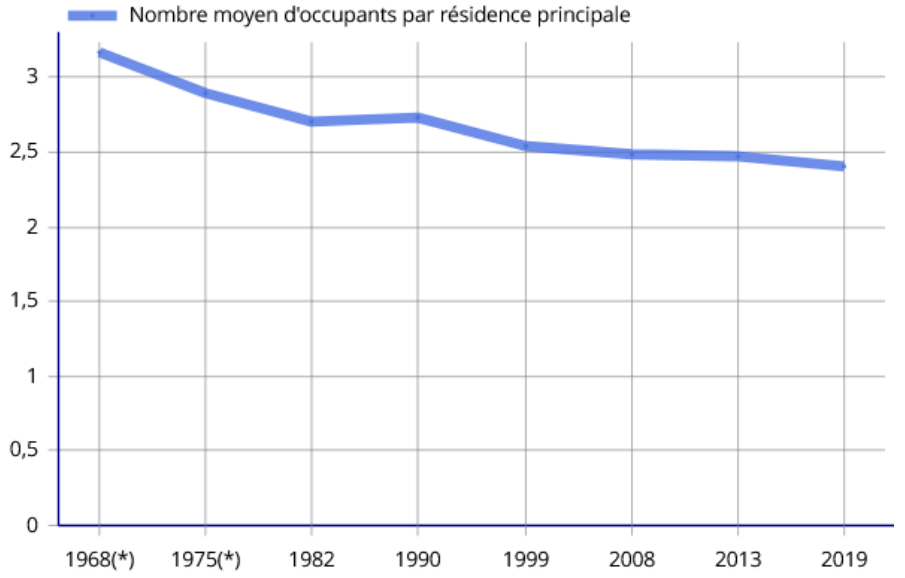
CATÉGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE DES PLUS DE 15 ANS

	2008	%	2013	%	2019	%
Ensemble	**3 922**	**100,0**	**4 376**	**100,0**	**4 937**	**100,0**
Agriculteurs exploitants	60	1,5	30	0,7	34	0,7
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	226	5,8	218	5,0	215	4,4
Cadres et professions intellectuelles supérieures	189	4,8	351	8,0	382	7,7
Professions intermédiaires	525	13,4	683	15,6	807	16,3
Employés	706	18,0	718	16,4	831	16,8
Ouvriers	513	13,1	544	12,4	558	11,3
Retraités	1 140	29,1	1 111	25,4	1 273	25,8
Autres personnes sans activité professionnelle	563	14,4	721	16,5	837	17,0

ÉVOLUTION ET COMPOSITION DES MÉNAGES

	Nombre de ménages						Population des ménages		
	2008	%	2013	%	2019	%	2008	2013	2019
Ensemble	**1 996**	**100,0**	**2 227**	**100,0**	**2 538**	**100,0**	**4 947**	**5 489**	**6 075**
Ménages d'une personne	**498**	**25,0**	**579**	**26,0**	**714**	**28,1**	**498**	**579**	**714**
Hommes seuls	208	10,4	262	11,8	269	10,6	208	262	269
Femmes seules	291	14,6	317	14,2	445	17,5	291	317	445
Autres ménages sans famille	**23**	**1,1**	**49**	**2,2**	**20**	**0,8**	**49**	**114**	**39**
Ménages avec famille(s) dont la famille principale est :	**1 475**	**73,9**	**1 599**	**71,8**	**1 805**	**71,1**	**4 400**	**4 796**	**5 321**
Un couple sans enfant	604	30,2	653	29,3	729	28,7	1 283	1 346	1 492
Un couple avec enfant(s)	672	33,6	757	34,0	802	31,6	2 581	2 985	3 096
Une famille monoparentale	200	10,0	188	8,4	274	10,8	536	465	734

ÉVOLUTION DE LA TAILLE DES MÉNAGES



COMPOSITION DES FAMILLES

	2008	%	2013	%	2019	%
Ensemble	**1 509**	**100,0**	**1 614**	**100,0**	**1 834**	**100,0**
Couples avec enfant(s)	**675**	**44,7**	**757**	**46,9**	**812**	**44,3**
Familles monoparentales	**219**	**14,5**	**193**	**12,0**	**284**	**15,5**
Hommes seuls avec enfant(s)	57	3,8	35	2,1	88	4,8
Femmes seules avec enfant(s)	162	10,8	158	9,8	196	10,7
Couples sans enfant	**615**	**40,7**	**663**	**41,1**	**739**	**40,3**

CATÉGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE

Personne de référence du ménage	%
Agriculteurs exploitants	0,8
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	5,0
Cadres et professions intellectuelles supérieures	9,6
Professions intermédiaires	18,9
Employés	16,6
Ouvriers	14,6
Retraités	30,6
Autres personnes sans activité professionnelle	3,9

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE LOGEMENTS

	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2008	2013	2019
Ensemble	**908**	**1 034**	**1 242**	**1 536**	**1 703**	**2 290**	**2 550**	**2 873**
Résidences principales	806	876	987	1 250	1 472	1 991	2 235	2 542
Résidences secondaires et logements occasionnels	30	58	174	155	93	80	75	66
Logements vacants	72	100	81	131	138	218	240	264

TYPE DE LOGEMENTS

	2008	%	2013	%	2019	%
Ensemble	**2 290**	**100,0**	**2 550**	**100,0**	**2 873**	**100,0**
Résidences principales	1 991	87,0	2 235	87,7	2 542	88,5
Résidences secondaires et logements occasionnels	80	3,5	75	2,9	66	2,3
Logements vacants	218	9,5	240	9,4	264	9,2
Maisons	*1 900*	*83,0*	*2 135*	*83,7*	*2 345*	*81,6*
Appartements	*389*	*17,0*	*410*	*16,1*	*524*	*18,2*

RÉSIDENCES PRINCIPALES SELON LE STATUT D'OCCUPATION

	2008		2013		2019			
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre de personnes	Ancienneté moyenne d'emménagement en année(s)
Ensemble	**1 991**	**100,0**	**2 235**	**100,0**	**2 542**	**100,0**	**6 096**	**13,9**
Propriétaire	1 374	69,0	1 537	68,8	1 767	69,5	4 410	17,2
Locataire	580	29,1	654	29,3	715	28,1	1 584	6,1
dont d'un logement HLM loué vide	*66*	*3,3*	*80*	*3,6*	*147*	*5,8*	*361*	*7,9*
Logé gratuitement	38	1,9	44	1,9	61	2,4	103	8,2

POPULATION PAR TYPE D'ACTIVITÉ

Population de 15 à 64 ans	2008	2013	2019
Ensemble	**3 104**	**3 345**	**3 738**
Actifs en %	**73,8**	**75,3**	**76,1**
Actifs ayant un emploi en %	63,1	63,9	65,8
Chômeurs en %	10,7	11,4	10,3
Inactifs en %	**26,2**	**24,7**	**23,9**
Élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés en %	6,8	9,0	9,0
Retraités ou préretraités en %	9,2	6,2	5,8
Autres inactifs en %	10,2	9,5	9,1

CHÔMAGE DES 15-64 ANS

	2008	2013	2019
Nombre de chômeurs	**332**	**380**	**385**
Taux de chômage en %	14,5	15,1	13,5
Taux de chômage des 15 à 24 ans	39,5	48,7	33,7
Taux de chômage des 25 à 54 ans	11,7	12,4	11,6
Taux de chômage des 55 à 64 ans	11,8	12,6	12,4

ACTIVITÉ ET EMPLOI DE LA POPULATION DE 15 À 64 ANS

	Population	Actifs	Taux d'activité en %	Actifs ayant un emploi	Taux d'emploi en %
Ensemble	**3 738**	**2 845**	**76,1**	**2 459**	**65,8**
15 à 24 ans	620	235	37,9	156	25,1
25 à 54 ans	2 380	2 183	91,8	1 930	81,1
55 à 64 ans	738	427	57,8	374	50,6
Hommes	**1 791**	**1 401**	**78,2**	**1 218**	**68,0**
15 à 24 ans	306	121	39,6	73	24,0
25 à 54 ans	1 132	1 076	95,0	964	85,1
55 à 64 ans	353	203	57,6	181	51,2
Femmes	**1 946**	**1 444**	**74,2**	**1 241**	**63,8**
15 à 24 ans	314	113	36,1	82	26,2
25 à 54 ans	1 247	1 107	88,8	966	77,5
55 à 64 ans	385	223	58,0	193	50,1

MÉNAGES FISCAUX

	2020
Nombre de ménages fiscaux	2 597
Nombre de personnes dans les ménages fiscaux	6 434
Médiane du revenu disponible par unité de consommation (en euros)	21 130
Part des ménages fiscaux imposés (en %)	42

DÉCOMPOSITION DES REVENUS

	part en %
Ensemble	**100,0**
Revenus d'activité	**72,4**
dont salaires et traitements	63,5
dont indemnités de chômage	4,2
dont revenus des activités non salariées	4,7
Pensions, retraites et rentes	**25,8**
Revenus du patrimoine et autres revenus	**6,7**
Ensemble des prestations sociales	**8,2**
dont prestations familiales	3,2
dont minima sociaux	3,5
dont prestations logement	1,5
Impôts	**–13,1**

TAUX DE PAUVRETÉ

	Taux en %
Ensemble	**16**
Propriétaire	11
Locataire	28

S

S

PAR CATÉGORIE

	Ensemble	Femmes	Hommes
Ensemble	**14,3**	**13,2**	**15,2**
Cadres*	22,7	21,2	23,5
Professions intermédiaires	14,9	13,6	16,1
Employés	11,5	11,3	12,0
Ouvriers	12,3	11,4	12,4

PAR ÂGE

	Ensemble	Femmes	Hommes
De 18 à 25 ans	10,2	9,8	10,6
De 26 à 50 ans	14,2	13,1	15,0
Plus de 50 ans	16,0	14,5	17,2

ÉTABLISSEMENTS ACTIFS EMPLOYEURS FIN 2020

	Total	%	0 salarié	1 à 9 salarié(s)	10 salariés ou plus
Ensemble	**158**	**100,0**	**19**	**118**	**21**
Agriculture, sylviculture et pêche	10	6,3	0	10	0
Industrie	11	7,0	1	8	2
Construction	25	15,8	2	20	3
Commerce, transports, services divers	95	60,1	13	76	6
dont commerce et réparation automobile	45	28,5	5	36	4
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	17	10,8	3	4	10

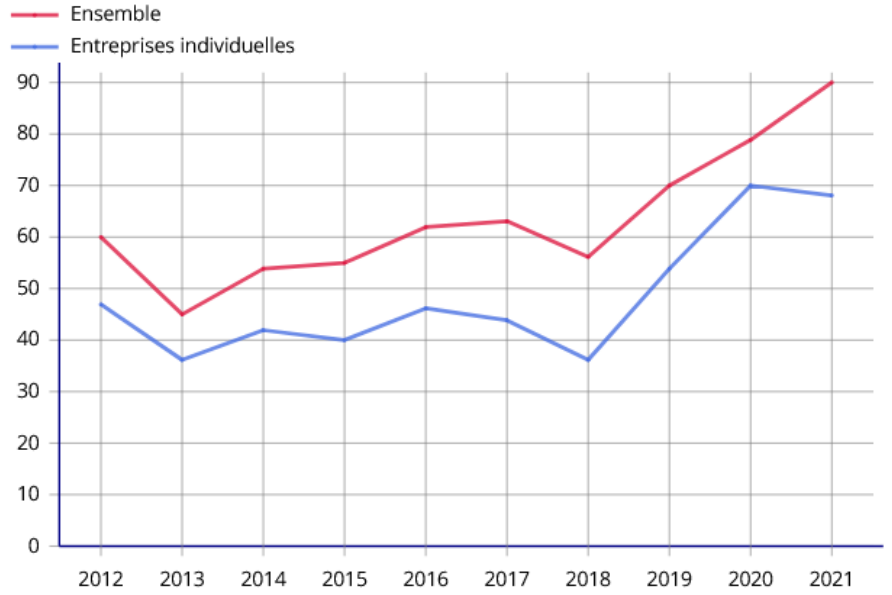
PARTICULIERS EMPLOYEURS FIN 2020

	Particuliers employeurs	
	Nombre	%
Ensemble	**332**	**100,0**
Employeurs d'assistantes maternelles	191	57,5
Employeurs d'autres salariés	141	42,5

POSTES SALARIÉS PAR SECTEURS FIN 2020

	Total	%	1 à 9 salarié(s)	10 salariés ou plus
Ensemble	**1 078**	**100,0**	**350**	**728**
Agriculture, sylviculture et pêche	22	2,0	22	0
Industrie	88	8,2	37	51
Construction	113	10,5	70	43
Commerce, transports, services divers	390	36,2	214	176
dont commerce et réparation automobile	207	19,2	131	76
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	465	43,1	7	458

ÉVOLUTION DES CRÉATIONS D'ENTREPRISES



SAINT-ANDRÉ
DE SANGONIS

PARTIE 3 :

SITUATION FINANCIÈRE ET PROSPECTIVE DE LA COMMUNE DE SAINT ANDRÉ DE SANGONIS

FONCTIONNEMENT > PRODUITS

SAINT-ANDRE-DE-SANGONIS

L'hypothèse pour 2023 est l'alignement de 2022 par principe de précaution. Vu le contexte actuel, nous choisissons la prudence, et afin de ne pas impacter financièrement les administrés, nous n'augmenterons pas les impôts, comme pour les années précédentes, cependant nous tenons compte de l'augmentation des bases.

PRODUITS	2020 Réalisé en €	2021 Réalisé en €	2022 Réalisé en €	2023 Prévision en €
Produit TH + TF + TFNB	2 853 891	3 023 103	3 267 171	**3 367 168**
FPIC (Fond de péréquation ressources communales et intercommunales)	71 942	75 373	85 442	**85 000**
Droits de place	1 787	10 839	6 822	**0**
Taxe consommation électrique (Syndicat mixte)	137 993	148 871	152 240	**155 000**
Droits de mutation	271 029	400 745	381 238	**370 000**
Attribution de compensation	109 888	112 024	109 857	**110 000**
Taxe sur les ordures ménagères	1 134	1 126	1 097	**1 100**
Produits des amendes (urb)			12 528	**0**
TOTAL	3 447 664	3 772 081	4 016 395	**4 088 268**

Fiscalité directe : vote des taux 2023

Malgré la conjoncture actuelle, et la difficulté d'équilibrer le budget en raison de l'inflation, il est proposé de **maintenir les taux d'imposition** en vigueur, afin de ne pas impacter le budget des administrés.

	TAUX ANNEE 2022	TAUX ANNEE 2023
TAXE FONCIERE SUR PROPRIETES BATIES	**51,35 %**	**51,35 %**
TAXE FONCIERE SUR PROPRIETES NON BATIES	**93,48 %**	**93,48 %**

Fiscalité directe : les taux de 2013 à 2023

Le produit des taux d'imposition locaux a atteint chaque année, depuis 10 ans, les objectifs et l'équilibre budgétaire.

La municipalité a choisi de maintenir les taux d'imposition en vigueur.

A compter de 2020, et avec la réforme de la fiscalité directe locale, les taux communaux de TH sont gelés à hauteur des taux de 2019, les communes ne votent plus le taux de la TH.

Le taux retenu est 19,41 % en 2020.

Avec la suppression de la TH sur les résidences principales, les communes rencontrent une perte de ressources.

Cette perte est compensée en 2021 par le transfert aux communes de la part départementale de taxe foncière sur les propriétés bâties. En absorbant le taux départemental, le taux de la TFB est passé à 51,35 % (29,90 % commune + 21,45 % département) en 2021.

Années / Taxes	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
TH en %	19,41	19,41	19,41	19,41	19,41	19,41	19,41	19,41			
TFB en %	29,90	29,90	29,90	29,90	29,90	29,90	29,90	29,90	51,35	51,35	**51,35**
TFNB en %	93,48	93,48	93,48	93,48	93,48	93,48	93,48	93,48	93,48	93,48	**93,48**

FONCTIONNEMENT > DOTATIONS DE L'ETAT

SAINT-ANDRE-DE-SANGONIS

L'hypothèse retenue est celle de la stagnation pour la Dotation Globale de Fonctionnement, la Dotation de Solidarité Rurale et la Dotation Nationale de Péréquation. Les montants des dotations n'ayant pas encore été précisés par la trésorerie, la base retenue est celle de 2022. Par ailleurs, nous n'employons plus de Contrat Unique d'insertion. Nous aurons les recettes de la CAF liées à la rémunération du personnel du Centre Social. Avec la réforme de la Taxe d'Habitation et la mise en place d'un mécanisme de compensation à l'euro près avec le système du coefficient correcteur, cette recette va se retrouver au compte 73 111 (diapo précédente « produit TH + TF + TFNB »).

DOTATIONS	2020 Réalisé en €	2021 Réalisé en €	2022 Réalisé en €	2023 Prévision en €
Dotation Globale de Fonctionnement	535 129	525 354	536 376	**536 376**
Dotation de Solidarité Rurale	664 357	715 931	775 356	**775 000**
Dotation Nationale de Péréquation	281 950	283 606	288 952	**288 000**
Contrat Unique d'Insertion (PEC)	14 574	2 189,96		
CAF	93 174	89 289		**80 000**
Compensation TF	127 892	34 079	35 094	**35 364**
Recettes diverses (remb élections 2631 et aide du CCAS pour cantine d'un enfant)			2 371	**0**
TOTAL	1 717 076	1 650 448	1 638 149	**1 714 740**

FONCTIONNEMENT > PRODUIT DES SERVICES

SAINT-ANDRE-DE-SANGONIS

Dans ce domaine, la collectivité enregistre une baisse des recettes entre 2020 et 2021. A noter, suite à la réintégration des agents du CCAS, vers la commune, en 2022 nous n' avons plus ce remboursement. Vu la fin de la convention en décembre 2021, nous ne percevrons plus la recette de stationnement. Avec la création de Mozaika, la commune garde les recettes liées à la restauration scolaire, et les recettes ALSH et ALP sont reversées au centre social.

PRODUIT DES SERVICES	2020 Réalisé en €	2021 Réalisé en €	2022 Réalisé en €	2023 Prévision en €
Concessions dans les cimetières	10 657	4 390	540	**4 967**
Stationnement	262	264		
Redevance occupation du domaine public	10 309	10 290	11 839	**10 000**
Redevance culturelle	1 243	1 329	1 748	**1 500**
Redevance sportive	2 330	2 595	425	**0**
ALSH + restaurant scol + ALP	224 674	306 221	295 532	**296 076**
Jardins	600	570	630	**600**
Remboursement budgets annexes	73 000	19 238		**0**
Location matériel	250	500	450	**500**
TOTAL	323 325	345 397	311 164	**313 643**

FONCTIONNEMENT> AUTRES PRODUITS DE GESTION

SAINT-ANDRE-DE-SANGONIS

Pour la ligne location, elle correspond au loyer des antennes, location de la poste, de la salle des Fêtes. Nous rappelons que la location du complexe par le collège est encaissée par Mozaika. Le passage en congés longue maladie d'agents explique l'augmentation en 2022 du remboursement de rémunération du personnel.

PRODUITS DE GESTION	2020 Réalisé en €	2021 Réalisé en €	2022 Réalisé en €	2023 Prévision en €
Locations	66 779	73 339	56 717	**56 700**
Remboursement rémunération du personnel	95 870	157 436	175 954	**87 000**
Remboursement chèque déjeuners + fourrière+ Urssaf Ircantec + Sinistres	49 156	90 148	120 775	**93 000**
TOTAL	211 805	320 923	353 446	**236 700**

CONCLUSION DES RECETTES FINANCEMENT

Les recettes de fonctionnement augmentent progressivement, chaque année, malgré notre choix de ne pas augmenter les taux des impôts.

RECETTES	2020 Réalisé en €	2021 Réalisé en €	2022 Réalisé en €	2023 Prévu en €
TOTAL	5 803 229	6 191 401	6 420 685	**6 494 171**

FONCTIONNEMENT > LES DÉPENSES

SAINT-ANDRE-DE-SANGONIS

DÉPENSES FONCTIONNEMENT	2020 Réalisé en €	2021 Réalisé en €	2022 Réalisé en €	2023 Prévision en €
Charges à caractère général	1 222 121	1 458 110	1 061 069	**1 723 097**
Charges de personnel	2 766 386	2 850 399	3 069 251	**3 242 000**
Opérations d'ordre (amortissement)	476 467	424 166	484 644	**511 400**
Autres charges de gestion courante	415 579	418 499	785 932	**893 831**
Charges financières	145 906	133 615	121 264	**122 843**
Charges exceptionnelles	2 011	5 716	0	**1 000**
TOTAL	5 028 470	5 290 505	5 522 160	**6 494 171**

Il est à noter que pour les charges à caractère général, nous augmentons certaines lignes comme **l'électricité** (+ 360 470 €, et nous notons une **augmentation générale de 20 % sur les marchandises**.

Pour les charges du personnel, nous avons **l'augmentation du point d'indice** en 2022 pour les 6 derniers mois de l'année. Nous le prenons en compte pour 2023 avec également, une augmentation des catégories C (réajustement des planchers de grille des agents de catégorie C par rapport à l'augmentation du SMIC).

Les autres charges de gestion courante sont constituées de la **subvention que nous versons au centre social** (240 000 € en 2023), et des recettes de fréquentation du Centre de Loisirs que **nous reversons à Mozaika (**réalisé en 2022 : 120 402,51 €)

Nos opérations d'ordre augmentent avec le passage à la M57 (on amortit nos biens, dès la première année d'acquisition au prorata temporis).

FONCTIONNEMENT > LES DÉPENSES : ZOOM SUR LE PERSONNEL

SAINT-ANDRE-DE-SANGONIS

En complément des informations purement budgétaires, il semble intéressant de faire un focus sur le personnel en quelques chiffres.

En **2020**, la masse salariale réelle représente **2 670 516 € (total chapitre 012 – le remboursement par l'assurance des agents malades, 2 766 386 – 95 870)**, soit environ **53,10 %** des dépenses totales de fonctionnement.

En **2021**, les dépenses réelles du personnel représentent **2 692 963 € (2 850 399 – 157 436)**, soit **50,90 %** des dépenses de fonctionnement.

En **2022**, les dépenses réelles du personnel représentent **2 893 297 € (3 069 251 – 175 954)** , soit **52,39 %** des dépenses de fonctionnement. L' augmentation de masse salariale s'explique par l'augmentation du point d'indice (+ 3,5%).

Malgré tout, la municipalité continue d'afficher sa **volonté de maîtriser la masse salariale** de la commune bien que le GVT (Glissement Vieillissement technicité) ait un impact dessus chaque année et que Saint André de Sangonis s'inscrive dans une phase **dé-précarisation de son personnel**.

Effectifs	2020	2021	2022
Titulaires temps complet	64	57	59
Titulaires temps non complet	8	8	8
Titulaires temps partiel	3	3	3
Stagiaires temps complet		5	4
Statut Contractuel	11	12	9
Apprenti			1
Total	**86**	**85**	**84**

FONCTIONNEMENT > LES DÉPENSES : ZOOM SUR LES INDEMNITES DE FONCTION DES ELUS

SAINT-ANDRE-DE-SANGONIS

Le montant des indemnités de fonction des élus locaux est fixé en **pourcentage du montant correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique** et varie selon l'importance du mandat et de la population de la collectivité.
Les indemnités de fonction des élus sont fixées par l'organe délibérant dans les trois mois suivant son installation. Elles constituent une dépense obligatoire pour la collectivité.
Ce principe a été aménagé pour les communes puisqu'elles sont tenues, en application de l'article L. 2123-20-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), d'allouer à leur maire l'indemnité au taux maximal prévu par la loi, sauf si le conseil municipal en décide autrement, à la demande du **maire.**
L'ensemble des taux maximums d'indemnité de fonction fixés selon la strate démographique de la collectivité et le mandat des élus est rassemblé dans un barème.
Ces taux ne correspondent pas à des montants bruts en euros mais à **des pourcentages du montant correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique**, c'est-à-dire, depuis le 1er janvier 2019, à **l'indice brut 1027 (indice majoré 830)**.
À chaque revalorisation du point d'indice de la fonction publique, les indemnités des élus locaux sont automatiquement augmentées.

Barèmes relatifs aux indemnités de fonction au 1er janvier 2022 (valeur du point d'indice au 1er juillet 2022)

	Taux	Indemnité brute	Taux à St André	Indemnité Brute à St André
Maire				
Population de 3 500 à 9 999 habitants	55 %	2 214,04 €	**48,61 %**	**1 956,81 €**
Adjoints au Maire			**Nous avons 7 Adjoints**	
Population de 3 500 à 9 999 habitants	22 %	885,62 €	**20,51 %**	**825,64 €**
Conseillers Municipaux			**Nous avons 4 Conseillers**	
Communes de moins de 100 000 habitants	6 %(dans l'enveloppe du maire et des adjoints)	241,53 €	**6,08 %**	**244,75 €**

L'ÉTAT DE LA DETTE

SAINT-ANDRE-DE-SANGONIS

L'état de la dette impacte aussi bien la section de fonctionnement que la section d'investissement ; les intérêts s'acquittent en fonctionnement et constituent une large partie des charges financières alors que le capital s'amortit en investissement.

Objet	Nom Prêteur	Capital Emprunté Taux	Date de réalisation	Capital restant dû au 31.12.2022	Date de fin
Nouveau Groupe Scolaire	Crédit Agricole	42 000 € à 4.91 %	31/10/2012	**31 017 €**	15/10/2037
Nouveau Groupe Scolaire	Crédit Agricole	428 280 € à 4.73 %	10/12/2012	**214 140 €**	25/12/2032
Nouveau Groupe Scolaire	Crédit Agricole	450 000 € à 4.98 %	10/10/2012	**130 147 €**	20/01/2027
Investissement 2007 Stade, Mairie, Restauration Scolaire	Crédit Agricole	1 600 000 € à 4.79 %	22/11/2007	**639 855 €**	22/11/2032
Refinancement Stade, Mairie, Restauration Scolaire	Crédit Agricole	1 220 000 € à 4.69 %	29/05/2008	**179 411 €**	25/06/2025
Investissement globalisé	Crédit Agricole	2 100 000 € à 4.87 %	10/11/2008	**1 120 000 €**	25/10/2038
Financement acquisitions foncières 2018	Crédit Mutuel	375 000 à 1.25 %	14/06/2018	**269 775 €**	30/06/2033
Transformation et aménagement Maison Bertrand	CAF	115 270 € à 0 %	26/05/2021	**103 743 €**	1er/12/2031
TOTAL		**6 330 550 €**		**2 688 088 €**	

Au 1er janvier 2023, le **capital restant dû s'élève à environ 2 688 088 €.**

ANNUITÉ DE LA DETTE

SAINT-ANDRE-DE-SANGONIS

ANNUITÉ DE LA DETTE	2019 Réalisé	2020 Réalisé	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision
Capital	270 861 €	272 175 €	273 859€	286 832 €	**331 000 €**
Intérêts	159 973 €	147 806 €	135 687 €	123 388 €	**125 000 €**

INDICATEURS

Selon les chiffres estimés à ce jour, l'excédent de fonctionnement 2022 devrait se situer aux alentours de **898 525 €** ce qui constitue l'**épargne de gestion**.

L'épargne nette (épargne de gestion – le remboursement du capital des emprunts – le remboursement des intérêts) **devrait donc** se situer à environ **442 525 €**.

La capacité de désendettement de la commune (ratio stock dette/épargne de gestion) reste à un niveau satisfaisant de **3 ans**. C'est cette situation qui permet d'envisager de **recourir à de nouveaux emprunts.**

Pour rappel, si ce ratio est égal à 10 ans, il faut rester vigilant. Au-delà de 15 ans, la situation est critique.

Le programme d'investissement reste ambitieux notamment d'un point de vue structurel.
Le début du chantier d'extension-rénovation de l'école Anne Frank va entraîner la mobilisation d'un emprunt **pour 3 692 089 €.**

En 2023, **si** nous commençons à rembourser dès le vote du budget, au 1er mai 2023, le remboursement en capital de prêt, sera de **43 000 €** et en intérêt de **11 100 €, avec un taux révisable de 3,60 % (Banque des Territoires : Taux du livret A = 3 % majoré de + 0,60 %)**.

INVESTISSEMENT > RECETTES

SAINT-ANDRE-DE-SANGONIS

Principalement constituées du fonds de compensation de la TVA sur les investissements de l'année précédente, de la taxe d'aménagement, des dotations aux amortissements et des résultats des exercices précédents.

Le solde d'exécution reporté s'élève à **1 971 301,09 €**.

Le résultat de fonctionnement *« affectable »* en investissement s'élève à **898 525,53 euros**.

La vente du terrain de la crèche (160 000 €) ainsi que le terrain MKM (86 000 €) et l'échange de terrain avec la CCVH pour la construction du futur Centre technique Municipal (80 000 €) devrait nous rapporter **326 000 €**.

Les amortissements sont estimés à **511 400 €**, **le FCTVA** à **290 000 €**. Enfin, nous devrions percevoir **398 082 € de subventions** (déjà notifiées).

RECETTES INVESTISSEMENT	2020 Réalisé en €	2021 Réalisé en €	2022 Réalisé en €	2023 Prévision en €
Amortissement	476 466	424 166	484 644	**511 400**
Solde exécutoire reporté	1 871 770	1 701 021	1 768 946	**1 971 301**
FCTVA	83 088	164 326	205 762	**290 000**
Taxe Aménagement	29 788	104 184	167 536	**160 000**
Subventions	77 459	138 544	378 819	**398 082**
Produits de cessions	*0*	0	0	**326 000**
Affectation résultat fonctionnement	*532 191*	770 996	900 874	**898 526**
Total	**3 070 762**	**3 303 237**	**3 906 581**	**4 555 309**

INVESTISSEMENT> DÉPENSES

SAINT-ANDRE-DE-SANGONIS

En 2022, divers chantiers ont été menés à bien …
Avenue Jean Jaurès ; rue du couvent, rue Fallières, Parking école Anne Frank, cheminement piéton route de Lagamas, rue des Bleuets

D'autres ont été entamés … ou sont en voie de finalisation :
Maison intergénérationnelle ; EVA

Les études, préalables indispensables aux projets ont été menées ou lancées :
Étude de mobilité liée à l'aménagement, la circulation et le stationnement, Étude de faisabilité de la Médiathèque, Étude environnementale liée à l'aménagement de la place, Étude de requalification de la place, Étude diagnostic technique des bâtiments communaux (toujours en cours)

Plusieurs marchés ont été lancés :
Marché de gestion et animation du centre de Loisirs, Marché pour la fourrière véhicule, Marché de la climatisation du complexe, et concours d'architecture de la médiathèque

INVESTISSEMENT> DEPENSES

2022:
État des principaux Restes À Réaliser (RAR)

PLU **22 199 €**

Marché entrée Est **27 051 €**

Rénovation maternelle **3 000 €**

Menuiseries Gaubil **75 201 €**

Réfection toiture Gaubil **31 867 €**

Réfection cage escalier Bains douches **20 600 €**

Maison intergénérationnelle **482 671 €**

EVA **94 178 €**

École Anne Frank **372 192 €**

Église **11 297 €**

Aménagement de la place **1 500 359,45 €**

Voirie **372 678 €**

Focus sur les travaux de voirie en RAR

Sécurisation carrefour St Brigitte / av. Mtp **29 394 €**

Aménagement av. Lodève / cours Grégoire **70 368 €**

Cheminement piéton route de Lagamas **6 816 €**

Aménagement rue du Couvent **47 251,67 €**

Chantier rue des Marguerittes **22 545 €**

Barrière cheminement piéton **6 022 €**

Aménagement av. Lodève (trottoirs piétons) **40 000 €**

Dévoiement chemin des fontanelles **150 281 €**

2023 – PERSPECTIVES

Ouverture chantier École Anne FRANK
(AP1 autorisation de programme 1): **2 173 681 €**

Toiture Randon: **80 000 €**

Menuiseries Mozaïka et salle de motricité : **100 000 €**

Maison gardien du complexe : **90 531 €**

Rénovation Bains douches : **50 000 €**

Église **49 000 €**

Ouverture chantier Centre Technique Municipal
(AP1 autorisation de programme 1): **500 000 €**

Agenda Accessibilité : **50 000 €**

Marché architecture Presbytère : **40 000 €**

Étude pelouse stade : **6 500 €**

Voirie: **495 000 €**

Focus sur les perspectives voirie

Création cheminement piéton rue Grapelli et av. de Clermont : **80 000 €**

Extension cours de la place : **300 000 €**

Pluvial traversée route départementale bas du chemin des Fontanelles : **70 000 €**

Finalisation divers chantiers : **45 000 €**

INVESTISSEMENT> DEPENSES

2023 – FOCUS SUR L'ÉCLAIRAGE PUBLIC

Quelques chiffres…
La commune dispose de 1 300 luminaires et s'est donnée pour objectif d'investir directement dans des éclairages LED pour les nouveaux programmes et de changer progressivement les lampes sodium par des LED.

Commande 2022 : 56 luminaires **40 454 €**

Budget 2023 : **50 000 €** pour luminaires routiers

Dévoiement Anne Frank : 12 luminaires
Place: 23 luminaires **70 326 €**
Rue des Bleuets : 7 luminaires **5 180 €**
Rue des Marguerites : 18 luminaires **13 320 €**
Parking rue du Couvent : 13 luminaires **41 676 €**
Passage piétons Porc nègre : 8 luminaires **5 920 €**
Changement lampe sodium par des lampes LED : 120 lampes **10 000 €.**

2022 : 23 % de l'éclairage publique équipé LED
2023 : 31 % de l'éclairage public équipé LED

Saint André de Sangonis,

Ville RÉSILIENTE ET DURABLE

Préserver la **biodiversité** et réduire la **facture énergétique**, tel est et reste l'objectif de la municipalité.

La mise en place de l'extinction nocturne et le passage au LED a permis de réaliser, en 2022,

une économie d'énergie de 24.000 €

(34 000 € en année pleine)